

p.B.58.2.Liban. - CJ/bi  
p.B.58.04.

Le 30 mars 1978

Note au Chef du Département

Situation au Liban-Sud

L'opération israélienne sur le Liban-Sud, commencée il y a quinze jours, a déjà eu un effet très remarquable. Elle a révélé la position réelle des parties au conflit, de telle manière qu'il sera difficile de revenir aux faux-fuyants antérieurs. Elle a aussi manifesté chez les Arabes une fatigue de la guerre encore plus grande qu'on ne pouvait l'imaginer.

L'opération est militairement un échec, car elle n'a atteint ni le corps de bataille palestinien (12 à 16.000 hommes), ni surtout le petit groupe des "commandos de la mort" (quelque centaines d'hommes). La destruction des bourgs chiites (construits en pierre selon la coutume libanaise) qui servaient d'asile aux "fedayin" accroît le nombre des sans-logis qui envahissent les appartements vacants ou non de Beyrouth et le nombre des déracinés, privés de patrie et désillusionnés par tous les partis.

Israël n'a pas pu occuper des positions "sûres" et ne contrôle pas réellement le terrain très coupé de la région (ce qui demanderait des moyens militaires très considérables). De toute façon, le nouveau front ouvert au Nord, est un handicap militaire pour Israël et le restera.

- 2 -

Politiquement, l'intervention des Casques bleus est en soi un succès israélien. C'est le premier pas vers une neutralisation de la frontière Nord d'Israël, une tâche à laquelle le Liban s'était engagé par le cessez-le-feu de 1949, mais qu'il n'était politiquement plus en état d'assurer depuis la radicalisation de l'OLP en 1968-69. Rarement l'engagement d'une force de "maintien de la paix" s'est fait dans une telle confusion (l'exemple du Congo vient cependant à l'esprit).

Le mandat de la FINUL n'est nullement clair et il est de toute façon douteux qu'elle ait les moyens matériels de l'exercer. C'est en fait un expédient politique qui peut quelque peu désamorcer une situation tendue sur le terrain.

L'arrivée de la force pose pour les Israéliens le problème de leur propre occupation. Ils ont accepté la force de l'ONU avec toutes les cautions qui leur permettraient de justifier une présence prolongée de leurs propres troupes. Une occupation persistante de ce territoire "arabe" peut cependant conduire à des réactions désespérées dans certains pays arabes.

Du point de vue des négociations avec l'Egypte, l'opération a amené un recul. La position tactique de l'Egypte est meilleure que jamais, mais seulement aussi longtemps que les autres Arabes restent sous l'effet du choc produit par l'offensive israélienne.

A cela s'ajoute aujourd'hui la brouille avec les Etats-Unis.

- 3 -

En résumé, la position d'Israël est aggravée à court terme, tant militairement que diplomatiquement. Des possibilités meilleures s'offrent à moyen terme en raison de l'effet politique produit dans le "camp" arabe.

L'Egypte, on l'a vu, est renforcée. Elle apporte essentiellement un appui verbal aux Palestiniens, obtient la démonstration du caractère factice de la "fermeté" du fameux front et peut accroître sa pression sur les Américains. Bien que les relations avec l'OLP se soient améliorées, un choc en retour est cependant toujours à craindre.

La Syrie est manifestement arrivée à la limite de ses ressources. L'ouverture d'un nouveau front dans le Sud n'est pas praticable. Les encouragements donnés aux Palestiniens ne peuvent camoufler le "forfait" syrien. Occupée sur les quatre fronts du Golan, du Liban-Centre, de l'Irak et de l'intérieur, l'armée syrienne est pratiquement neutralisée. La Syrie a même dû accepter les Casques bleus, un recul sérieux par rapport à ses positions antérieures. Elle n'a pas participé à la réunion de la Ligue arabe au Caire qui doit prolonger le mandat des Casques verts (Force arabe de dissuasion) dont elle fournit le principal contingent.

Les autres pays opposés à l'initiative Sadate ont laissé éclater leur impuissance. Des excès verbaux ne peuvent qu'accroître le découragement des Palestiniens et aussi les risques d'opérations "kamikaze".

Les Palestiniens n'ont pas refusé la présence des Casques bleus, malgré les conditions humiliantes pour l'OLP dans lesquelles la décision a été prise. Ils don-

- 4 -

nent cependant une définition du mandat de la FINUL qui risque de prolonger l'occupation israélienne et par conséquent les risques de complications ultérieures. Les différentes milices palestiniennes ont manifestement des attitudes différentes et il en résultera sans doute de nouvelles difficultés à Beyrouth.

Le Conseil de sécurité a ignoré totalement l'OLP en prenant sa résolution 425, confirmant ainsi un trend qui s'était déjà manifesté pendant l'Assemblée générale. Les éléments modérés, comme Kaddouai, essayent de sauver du désastre ce qui peut encore l'être. Paradoxalement, le coup qui vient d'être porté à l'OLP se place dans la perspective des "Etats du champ de bataille", pour qui l' "Alleinvertretungsanspruch" de l'organisation était depuis longtemps un obstacle à la paix.

En revanche, la position de l'Arabie séoudite sort encore grandie des récents événements. Elle a rappelé la raison de sa modération au sein de l'OPEP et en même temps fait un geste généreux en soulignant l'importance des problèmes de sécurité pour Israël en cas de retrait des territoires occupés. On attend cependant à Riad un effort énergique des Etats-Unis pour amener M. Begin à récipiscence.

Le Liban peut voir une évolution vers un objectif poursuivi depuis longtemps. En même temps cependant les divisions entre chrétiens et musulmans s'aggravent, et les milices musulmanes se sont, au moins en théorie, ralliées aux forces palestiniennes.

- 5 -

L'attitude de l'URSS, qui a laissé envoyer les Casques bleus au Liban et n'a pas insisté pour que la position de l'OLP soit reconnue, est à rapprocher de l'opinion yougoslave selon laquelle la participation soviétique au règlement du Moyen-Orient est importante dans l'optique de la détente. Apparemment, l'URSS hésite à jouer la carte du pire et se contente d'une pression modérée qui doit lui conserver sa place dans la négociation.

Les chances qui se manifestent ainsi pour l'avenir ne peuvent être utilisées par Israël que s'il s'écarte substantiellement des positions de M. Begin. M. Carter n'a exercé à ce propos aucune pression, dit-on. Mais quelle pression peut être plus forte que le simple fait que nul ne peut obliger les Etats-Unis à livrer des armes à un Etat étranger s'ils n'en ont pas envie ? L'opposition que M. Begin rencontre en Israël, dans le gouvernement et au dehors, saura sans doute le lui rappeler.

Secrétariat politique

J. Cuendet

Copie à:

- M. l'Ambassadeur Weitnauer
- M. l'Ambassadeur Hegner
- M. l'Ambassadeur Iselin
- Mme l'Ambassadeur Pometta
- M. l'Ambassadeur Diez
- M. l'Ambassadeur Heimo
- M. le Ministre Zwahlen
- M. E. Andres
- M. F. Nordmann
- M. F. Nordmann